



Accords de Wagram : Un dynamitage du droit du travail

Page 4

Les Nouvelles

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

de Loire Atlantique

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 949

31 janvier 2013

prix : 0,70 €



L'ALTERNATIVE
À L'AUSTÉRITÉ
C'EST POSSIBLE

Mali

Paix et démocratie
pour tous les peuples
de la région

2

L'écho du congrès



36^e CONGRÈS

Des conférences
de section riches
de débat

3

STX

Ré-ouvrir un avenir
durable

5

Cinéma

Le grand retournement
de Gérard Mordillat

6

Industrie



« L'avenir industriel de Saint-Nazaire ne passera pas par l'austérité », par Aymeric Seassau, Conseiller Régional des Pays de la Loire en charge du bassin d'emploi St-Nazaire

7

Législatives en Israël : la satisfaction des besoins sociaux... avant la guerre.

Les sondeurs se sont trompés. Le raz-de-marée attendu pour la droite, ne s'est pas produit. Les dossiers du nucléaire iranien ou la construction dans les colonies n'ont pas masqué la priorité des difficultés sociales et économiques. Israël selon l'OCDE est devenu un des pays les plus inégalitaires avec des écarts de 1 à 14, et un taux de pauvreté de 20% de la population. A contrario l'imposition des riches et des sociétés n'a cessé de diminuer, tandis que le budget militaire est le plus important adopté en temps de paix ! Conséquence pour les élections, un fort taux de participation pour aller voter contre le Likoud et choisir du neuf. Alors qu'il y a un an à peine il n'était qu'un animateur de télévision, Yaïr Lapid (dit le « Georges Clooney israélien ») a su surfer sur les vagues de protestation, pour la justice sociale et contre la vie chère, et remporter 19 sièges en devenant le deuxième parti de la Knesset, derrière la coalition de la droite de Netanyahu qui n'obtient que 31 sièges au lieu de 42. Reste à former une coalition pour gouverner !



L'actualité politique dans le monde

2

Point de vue



par Jérôme TURMEAU

Dans une semaine maintenant les communistes tiendront leur 36^{ème} congrès. Un congrès qui doit être fondateur d'espoir pour la gauche, pour cette France qui attend le changement à l'heure où la crise frappe plus fort que jamais et où l'austérité, contre tout entendement, est le choix de l'ensemble des gouvernements européens, y compris du gouvernement français !

Un congrès qui s'ouvre alors que la situation internationale est tendue. Les élections israéliennes qui viennent d'avoir lieu auront sans aucun doute des répercussions sur la situation de la Palestine, seront-elles meilleures, il y a franchement de quoi douter ! La Turquie continue de nier le droit des kurdes et les bombes ont parlé comme elles parlent en ce moment au Mali. Le Mali, pays meurtri dont l'État est exsangue et dont le nord souffre de la présence d'islamistes particulièrement réactionnaires qui font régner leur domination par la violence sur les populations. Mettre fin à cette violence des islamistes n'est pas sans poser des questions sur les objectifs de la France. Nous le savons le rétablissement de la démocratie et de la souveraineté des peuples n'a que peu de chose à voir avec la guerre et la reconstruction du Mali ne peut être que l'œuvre des maliens eux-mêmes.

« Crise : des solutions crédibles existent et nous avons à cœur de les mettre en débat, avec le Front de Gauche, dans toute la gauche »

Outre la situation internationale, les mains libres et sans honte, c'est ainsi qu'avancent les forces capitalistes. Il faut dire qu'il n'y a rien pour les retenir. Leurs appétits peuvent s'exprimer et jamais la ligne rouge n'est franchie comme le suggérait Arnaud Montebourg alors que Renault s'apprête à supprimer plus de 8000 emplois. Les mains libres avec 20000 milliards d'euros de cadeaux fiscaux et un accord sur la flexi-sécurité. La ligne rouge, pourtant, est franchie depuis bien longtemps, c'est celle de l'austérité qui nourrit une austérité encore accrue pour les peuples !

Nous, communistes, disons qu'il n'y a pas de fatalité, que des solutions crédibles existent et nous avons à cœur de les partager, de les mettre en débat, avec le Front de Gauche, dans toute la gauche ! C'est cela que nous avançons au grand jour à l'occasion de notre congrès et de notre campagne contre l'austérité, c'est cela qui doit être entendu. Loin d'une résignation que l'on voudrait imposer comme allant de soi au vu d'une situation qui serait indépensable, oui non pouvons en finir avec la crise, oui nous pouvons gagner un vrai changement.

La paix, la démocratie, pour tous les peuples du Sahel...



Au Mali, nous sommes devant une situation où tous les facteurs et les protagonistes révèlent une crise profonde, issue de l'héritage historique des politiques coloniales et impérialistes.

Les peuples du Sahel, tous les peuples, ont connu la domination coloniale française (A.O.F) et le néo-colonialisme de la Françafrique après les indépendances des années soixante. Tous ceux qui depuis vingt ans n'ont pas cherché à apporter de solutions au problème du peuple touareg ; à l'affaiblissement de l'Etat malien, laissant s'exacerber la situation dans toute la région, sont responsables de cette crise profonde, y compris les Etats-Unis.

La fragmentation de la Libye résultant de la destruction du régime de Kadhafi, par les armées occidentales à l'initiative de Sarkozy, a favorisé la multiplication de groupes de narcotrafiquants surarmés sur un territoire grand comme deux fois la France. Soumettant par les armes les touaregs du MNLA (mouvement national de libération de l'Azawad), ils occupent depuis près d'un an tout le nord Mali. Paradoxalement ils détruisent au nom de la religion dont ils se réclament des monuments millénaires de cette culture sahélienne, soumettant les populations aux mutilations, et particulièrement les femmes à la violence, au nom de la charia.

« Le Parti communiste français a toujours pris parti contre toutes les formes d'intégrismes, contre l'action ultraréactionnaire des forces de l'islamisme politique radical, en particulier les groupes djihadistes

dont une partie est liée à des réseaux criminels » a déclaré dès le premier jour Pierre Laurent. « Il fallait arrêter l'offensive vers le sud. Nous comprenons le soulagement qui s'exprime parmi les maliens ». Ceux du Mali, comme ceux de Montreuil, (deuxième ville malienne du monde). L'arrêt et le recul des djihadistes c'est le recul des dangers qu'ils faisaient peser sur la dignité humaine, la liberté de circulation des populations et sur l'avenir du Mali lui-même. Pour autant cela ne nous contraint en rien d'accepter l'intervention militaire française telle qu'elle s'est imposée unilatéralement aux maliens qui ont été dessaisis eux-mêmes de toute décision. La prise massive d'otages en territoire algérien indique que tout le Sahel peut devenir un abcès de fixation de la guérilla, surtout que s'y concentre des mines d'or, l'uranium d'Areva, le gaz et le pétrole de chez Total. Si la situation n'est pas celle de l'Irak, de l'Afghanistan ou de la Syrie, cela n'enlève rien à nos très vives préoccupations sur les objectifs réels, et les conditions de cette intervention. Rien n'est écrit sur la suite à donner à cette situation.

Pour les communistes l'enjeu essentiel sera de favoriser toutes les initiatives de sécurité collective avec tous les peuples du Sahel, permettant d'établir une paix durable dans le cadre d'une légitimité onusienne et un développement du Mali et de sa région. Il n'y a pas de solution militaire, seule la construction d'une solution politique peut éviter la spirale de la guerre civile revancharde entre le sud et le nord.

De vous à moi

Laurence se sent bien dans son fauteuil !

Aux commandes du MEDEF depuis 2005, après deux mandats, le premier de 5 ans et le deuxième de 3, la patronne des patrons se verrait bien en reprenant un troisième ! Mais les statuts lui interdisent de postuler une nouvelle fois. Qu'à cela ne tienne, « Changeons les statuts ! » Outre se succéder à elle-même, madame Parisot souhaite également conserver comme bras droit l'ancien patron de BNP-Paribas, Michel Pébereau. Mais il a atteint la limite d'âge. C'est pas grave ! Il suffit de repousser la limite au-delà de 65 ans... Pierre Gattaz, fils d'Yvon, ex-dirigeant du CNPF, l'ancêtre du MEDEF, président du groupe des fédérations industrielles, prétendant au titre, n'y va pas avec le dos de la cuillère (en argent) « l'appareil du MEDEF doit être au service d'une cause, et non d'une personne. Sinon c'est une monarchie ! » Il faut dire qu'en matière d'héritage médiéval, le petit fils d'un baron de la sidérurgie sait de quoi il parle ...

En bref

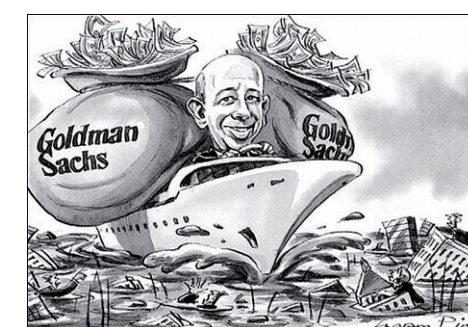
Mali : le FN a la solution

« Le Front national de la jeunesse tient à soutenir l'armée française... en offrant une dizaine de colis à nos courageux soldats ». Bruno Gollnisch devant le parlement européen outré, explore une voie plus radicale en faisant « une pierre deux coups ». Pour se débarrasser des immigrants maliens « on pourrait constituer des bataillons de jeunes maliens vivant en France pour prendre part au conflit à la place de l'armée française ». Mais pour ceux-là, le FN ne propose pas l'envoi de colis...

202 millions...

C'est le nombre de chômeurs que comptera le monde cette année, battant le record de 199 millions enregistré en 2009, selon l'O.I.T (organisation internationale du travail). Ce nombre devrait augmenter de 5,1 millions en 2013 et de 3 millions en 2014, après une hausse de 4,2 millions en 2012. Qui a dit que la crise était derrière nous ?!

Goldman Sachs double ses bénéfices



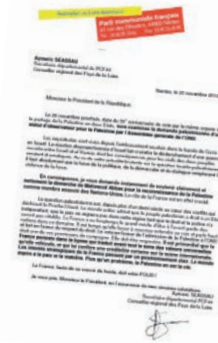
En 2012, l'établissement new-yorkais a réalisé un chiffre d'affaire de 34,2 milliards de \$ (25,7 milliards d'euros), en hausse de 19 % et des profits de 7,3 milliards de \$... Par ailleurs il est condamné par la Réserve fédérale américaine à dédommager des clients victimes de saisies immobilières irrégulières pour un montant non précisé. Peanuts !

« Au âme bien née, la valeur n'attend pas le nombre des années »

Etudiant en master 2 (Bac + 5), il devrait être chargé d'enseignement vacataire pour encadrer des travaux dirigés en licence 3 (Bac + 3) à l'université Paris-Est de Créteil, dans le domaine du droit spécial des sociétés. En 2009 la proposition de nommer ce jeune élu du 92 à la tête de l'Epad à la Défense, alors qu'il n'avait qu'un niveau de Bac+2 en droit, avait profondément choqué l'opinion. A l'époque, passionné par ses activités culturelles, il n'était guère assidu en cours. Depuis, Jean Sarkozy a retrouvé le chemin de la fac où il obtient d'excellents résultats.

Statut de la Palestine, l'Elysée répond à Aymeric Seassau

Le 22 novembre dernier, Aymeric Seassau, secrétaire départemental de la fédération de Loire-Atlantique du PCF écrivait au président de la république afin de lui demander de « **soutenir clairement et nettement la démarche de Mahmoud Abbas pour la reconnaissance de la Palestine comme membre associé des Nations-Unies** ». Une demande légitime étant donné que « le monde entier admet que le peuple palestinien a droit à un Etat indépendant, que la paix ne règnera pas dans cette région tant que le droit et la justice n'y seront pas rétablis ». Comme le rappelle le chef de cabinet du président dans sa réponse, la France a apporté son soutien à la résolution déposée par Mahmoud ABBAS, un choix « dicté par la raison et la lucidité » et assure que la France « ne ménagera aucun effort pour aider Palestiniens et Israéliens à bâtir l'avenir de paix auquel ils aspirent ». Et des efforts, il en faudra si l'on souhaite que dans un avenir proche les deux peuples puissent vivre en paix, les conditions sont loin d'être réunies si Israël persiste dans son processus de colonisation.



En Loire-Atlantique

3



L'écho du 36^{ème} congrès :

Lors du dernier conseil national du 16 janvier dernier, Pierre Laurent l'annonçait « **notre congrès constitue un événement marquant de la vie politique nationale** », d'autant plus à l'heure où il apparaît que les politiques menées par le gouvernement ne seront pas en mesure d'endiguer la crise. Aussi, la responsabilité de notre parti est grande à l'occasion de ce congrès d'attirer l'attention de tous sur les politiques menées et de faire prendre conscience que d'autres solutions que l'austérité existent pour sortir de la crise. Cela, comme le dira Pierre Laurent passe par la construction d'une mobilisation large, seule à même de permettre une réorientation des politiques gouvernementales (voir l'article ci dessous).



Le congrès du PCF, c'est aussi pour son secrétaire national le **moment de donner du sens « à l'ambition transformatrice qui nous anime. »**

Et, d'ambition, les communistes n'en manquent pas non plus pour leur parti. A l'heure où nous écrivons ces lignes, la plupart des conférences de section se sont tenues et les communistes du département ont pu débattre des enjeux du texte.

Les débats riches, à partir de ce texte et des questions posées dans les fenêtres, ont permis plus encore de caractériser et d'approfondir la crise que nous connaissons et pour beaucoup **l'occasion d'appuyer sur l'urgence de renforcer la lutte idéologique à l'heure où les media dominants assèment les bien-fondés des cures d'austérité.** Une situation politique pour nombre de

camarades très préoccupante dans la mesure où le changement se fait attendre. Beaucoup relèvent aussi dans ce contexte le bien fondé de notre campagne contre l'austérité.

Outre les questions économiques et sociales, celle de la paix aura été abordé. Sur cette question beaucoup de sections remarquent un manque dans le texte. La situation au Mali aura elle aussi fait débat, une situation que les militants ont essayé d'appréhender dans sa complexité.

Les débats auront également été riches sur les questions de rassemblement avec en ligne de mire l'élargissement du Front de gauche et dans le même temps le besoin de réaffirmer le parti.

A Saint-Nazaire, de nouveaux adhérents ont participé à la conférence de section et viendront renouveler le Conseil Local, une grande unanimité a été observée sur le contenu du texte et une grande partie du débat a été consacré à l'industrie. En Brière, il y eu une très bonne participation des camarades, une volonté de travailler sur les campagnes futures et des communistes rassemblés pour faire avancer leur parti avec un débat qui a porté sur une meilleure efficacité du parti dans son organisation. A Nantes, après les trois premiers débats sur chacune des parties du texte qui avaient précédé la conférence, les camarades ont débattu en profondeur du texte et réaffirmé le besoin de travailler au plus près des lieux de vie de la ville. Des débats également riches en Presqu'île en Pays de Retz, dans le vignoble qui **témoignent de l'appétit des communistes pour leur parti et leur volonté d'inscrire leur combat dans toutes les actions, tous les rassemblements à même d'entraîner le changement.**

Le temps de la contre-offensive a sonné !

Puisque l'Automne est passé, et que nous sommes loin du changement promis au printemps il est plus que temps de faire de nouveau « mouvement » !

L'adoption à marche forcée du traité européen et les orientations austéritaires du gouvernement Hollande-Ayrault ont encouragé le patronat à dégraisser au plus vite. Aujourd'hui Le Medef a pris la mesure du rapport de force devant les reculs et les renoncements successifs. Le dernier avatar de cette politique sociale-libérale est l'accord MEDEF-Cfdt qui porte un coup au code du travail.

Trop c'est trop !

C'est pourquoi à l'initiative des composantes du front de Gauche, lors du meeting tenu à Metz, jeudi 24 Janvier, a été lancé une campagne visant à faire valoir des propositions anti-austérité pour « à nouveau lever l'espoir ! »

Il est temps de retrouver la dynamique de nos campagnes de 2012, « pour une nouvelle fois changer le paysage politique de notre pays... **La question du redressement industriel devient une question centrale** » a déclaré Pierre Laurent. Au cœur de la lorraine en lutte, les témoignages des syndicalistes d'Arcelor-Mittal de Florange en témoignaient. « Ce n'est pas une campa-

gne politiquement conjoncturelle où le Front de gauche se substituerait à l'action syndicale, c'est une campagne pour le droit du peuple à vivre et non pas seulement survivre » a prévenu l'ex-candidat commun à la présidentielle. **Devant l'échec répété des politiques imposées par la troïka en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie ou à Chypre, nous devons exiger un nouveau cap.** Les parlementaires de gauche ne doivent pas transcrire en loi l'accord conclu entre le patronat et les syndicats réformistes. « **Comment se fait-il, qu'après avoir voté ensemble (toute la gauche) un projet de loi d'interdiction des licenciements collectifs quand nous étions dans l'opposition, que cela soit désormais impossible et que le vote d'un accord inspiré par le Medef devienne obligatoire ?** » a feint de s'interroger le secrétaire général du PCF. **La mobilisation populaire est indispensable pour changer de politique et faire gagner la gauche.**



L'ALTERNATIVE À L'AUSTÉRITÉ C'EST POSSIBLE

FRONT DE GAUCHE

Quelques unes des 25 premières mesures pour changer d'orientation

Augmentation du smic à 1700 euros brut - instauration d'un salaire maximum - mise en place de « nationalisation démocratiques au service de l'intérêt général », retraite à 60 ans-blocage des loyers pendant 2 ans-limitation des CDD - expansion des services publics... **De plus figurent parmi celles-ci, des propositions du Programme Populaire Partagé.** Des propositions que Pierre Laurent, entend « mettre sur la table » au parlement.

Vite lu vite dit

ABRFI toujours pas de solution

L'entreprise de Châteaubriant, spécialisée dans la construction de wagon, après avoir été placée en procédure de sauvegarde et enregistrée une commande de la SNCF en octobre dernier est toujours incertaine quant à son avenir. **Les 146 salariés seront fixés le 12 février prochain** où le PDG de l'entreprise déposera un plan de sauvegarde devant le tribunal d'Orléans.

« Peut-être avons-nous plus à perdre qu'à gagner ».

C'est le sentiment exprimé par Paul Corbet, président de la Communauté de Communes Loire-Divatte, au sujet du projet de fusion des quatre intercommunalités du vignoble nantais qui tendrait vers une structure à 28 communes. « **Qu'advient-il de la proximité qui nous est chère ?** ». L' élu trouve aussi regrettable que les citoyens ne soient pas associés au projet. « Un choix difficile nous attend ». Si difficile ?

Et si la Loire débordait ?

Des études récentes ont été menées pour définir les zones à risque. La Loire qui sort de son lit, ce scénario est plausible. Des crues historiques, les anciens en ont connues. Les Rezéens vivant au bord du fleuve en ont bien conscience. **Le plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) est en cours de rédaction jusqu'en avril.** Après quoi une enquête publique sera ouverte. Trentemoult, Haute-île et Basse-île seront soumis à de fortes contraintes, ce qui leur permettra de garder leur caractère de village.

Tram-train Nantes-Châteaubriant : essais au second semestre 2013

Le directeur régional de RFF Xavier Rhoné a indiqué que « les essais dynamiques en ligne vont commencer au début du second semestre 2013 ». **Cette phase technique obligatoire et incompressible précède la mise en service commerciale,** dont l'échéance devrait être annoncée à la fin du mois de février par le conseil régional des Pays de Loire.

Vive la révolution : 220^e anniversaire de la mort de Louis XVI à Nantes

Une centaine de personnes se sont réunies au pied de la colonne qui porte sa statue pour célébrer la mort du roi le 21 janvier 1793. Son testament a été intégralement lu à cette occasion. Des gerbes de lys ont ensuite été déposées au pied du monument. Ce serait presque émouvant !!!

Vive la révolution bis : Lech Walesa en Vendée

Ancien président de la République de Pologne et prix Nobel de la paix, il sera l'invité du conseil général en avril 2013, pour commémorer le 220^{ème} anniversaire de l'insurrection vendéenne. Il devrait planter un arbre de la liberté devant l'Historial de la Vendée. Selon l'ancien Président du conseil général de Vendée, Philippe de Villiers, une visite qui ne serait pas gratuite, en effet le prix Nobel ne se déplacerait pas à moins de 50000 € ! Le prix de la liberté ?

Ils crient victoire !

• « Si le texte est ratifié par le Parlement en l'état, la flexi-sécurité existera enfin dans notre pays » :

Laurence PARISOT - MEDEF

• Pour **Michel SAPIN, ministre du travail**, cet accord va sauver des emplois en permettant « aux entreprises de faire face aux difficultés sans licencier », et « en période de croissance », de « surmonter la peur de l'embauche », « et si une entreprise est obligée de licencier, pourquoi retarder l'inéducable au risque de perdre davantage de postes ? » ajoutez-t-il.



Ce sont des accords régressifs !

• « Rien contre le chômage, le MEDEF a bloqué toute avancée pour les salariés dans cet accord signé par une minorité syndicale » : **Gérard FILOCHE, membre du BN du PS.**

• Alors que l'UNEDIC revoit ses chiffres en hausse et prévoit 185000 chômeurs en plus fin 2013, **Bernard THIBAUT** réaffirme que la CGT va tout faire pour convaincre le gouvernement que ce texte va encore plus précariser les salariés. La CGT va jouer son rôle d'informateur.



Pour une sécurisation de l'emploi ? 4

Emploi : « nous ne réglerons pas les questions de l'emploi avec plus de précarité »

Sur demande du gouvernement, les organisations syndicales et patronales négocient depuis deux jours pour « une meilleure sécurisation de l'emploi ».

Ces discussions étaient censées aboutir à des accords permettant aux salariés une plus grande protection et plus de souplesse pour les entreprises. Or, depuis le début, le Medef et les organisations patronales ne cherchent qu'à en finir avec le contrat à durée indéterminé (CDI) et tentent d'imposer des accords de « compétitivité-emploi » chers à Nicolas Sarkozy.

En fait, le Medef veut « sécuriser » les licenciements plutôt que les emplois, en faisant reculer les droits individuels et collectifs des salariés à se protéger. Alors que plus de 80% des embauches se font aujourd'hui en CDD, soit une augmentation de 15% depuis 2008, le Medef veut systématiser la précarité.

Ce n'est certainement pas ainsi qu'on luttera contre le chômage, lutte pour laquelle le président de la République et le chef du gouvernement ont appelé à la mobilisation de tous. Nous ne réglerons pas les questions de l'emploi avec encore plus de précarité.

Le parlement doit se prononcer et, au nom de la lutte pour l'emploi, la majorité doit refuser ce qui serait une généralisation de la précarité et un recul des droits sociaux et des droits d'intervention des salariés.

Avec le Front de gauche, dans sa campagne nationale « L'Alternative à l'austérité, c'est possible », le PCF appelle à la mobilisation pour la mise en chantier d'un véritable système de sécurisation de l'emploi. Aujourd'hui, il s'agit d'étendre les droits et pouvoirs des salariés, c'est par là que passe la sécurisation de l'emploi.

Parti communiste français,
Paris, le 11 janvier 2013.



« Il n'est pas question pour nous d'enfiler les habits du renoncement »

Pierre Laurent - PCF

Un dynamitage du droit au travail !



Emploi : un projet d'accord profondément déséquilibré

A l'unanimité le Bureau Confédéral de Force Ouvrière décide de ne pas signer l'accord... Alors que l'emploi et la lutte contre le chômage doit être la priorité n°1, Force Ouvrière souligne que cela doit prioritairement passer par une politique économique ambitieuse, source de croissance économique pour la consommation, l'investissement public et privé, la stratégie industrielle...

Le projet d'accord inscrit le social comme variable d'ajustement d'une politique économique de rigueur tant au plan national qu'euro-péen. Pour le Bureau Confédéral ce projet se caractérise par : « la flexibilité, c'est maintenant, la sécurisation de l'emploi pour demain, peut-être ». Nombre de dispositifs annoncés comme positifs pour les salariés sont partiels, aléatoires, d'application tardive ou pouvant déjà être contournés dans le cadre de ce projet... Force Ouvrière décide d'informer largement les salariés du contenu de ce projet et entend intervenir auprès du Gouvernement et du Parlement pour faire valoir ses positions.

Le dossier n'est pas clos.

Le droit au travail en jeu...

La négociation entre les syndicats et les organisations patronales visant « à une meilleure sécurisation de l'emploi » ou dites réforme du marché du travail vient de se terminer...

Dans une situation économique en quasi récession, avec un chômage record et une augmentation prévue du chômage très forte dans les premiers mois de l'année 2013, l'insatisfaction liée à cet accord traduit le fait que l'intransigeance patronale est totalement inadaptée pour répondre à la crise économique et sociale.

La flexibilité et la souplesse réclamées par le MEDEF existent malheureusement déjà et sont largement mises en application, avec un résultat sur le taux de chômage que l'on connaît ! ... L'intérim est largement utilisé comme période d'essai, variable d'ajustement des effectifs et les ruptures conventionnelles ont explosé...

Avec 5 millions de chômeurs dans le pays, il faut au contraire encore plus de protection contre les licenciements « sans cause réelle ou sérieuse » ou/et « abusifs ».

Il est désormais nécessaire de travailler à la construction de propositions convergentes, unitaires, répondant à la situation dramatique du travail que nous vivons.

La FSU est prête à y contribuer.

« Cet accord, c'est plus de flexibilité, de précarité, de liberté de licencier »

Agnès Le Bot - Membre de la délégation CGT



Accord sur la sécurisation de l'emploi : une régression sociale historique



Cet accord institutionnalise davantage la précarité par la généralisation des contrats de projets et les contrats à durée indéterminée intermittents ; instaure une super-flexibilité par de nouvelles mesures de mobilité, la généralisation de l'accord compétitivité/emploi, et de nouvelles modalités pour les PSE, en se dégageant systématiquement des obligations légales et conventionnelles du licenciement économique ; spolie les salariés-es par une barémisation plafonnée en cas de licenciements sans cause réelle et sérieuse ; réduit les délais de recours des syndicats en matière de licenciements économiques collectifs et de contestation aux prud'hommes.

La logique patronale est claire : renforcer la flexibilité de la force de travail, poursuivre la destruction du code du travail et la hiérarchie des normes.

Il n'y a pas de sécurisation de l'emploi mais sécurisation des droits, déjà exorbitants, des patrons. L'union syndicale Solidaires s'emploiera à construire les mobilisations nécessaires pour rejeter cette régression sociale historique

Une grave régression des droits sociaux



Le Bureau confédéral de la CGT confirme l'avis négatif de la délégation CGT sur l'accord national...qui modifierait profondément le Code du Travail. Ce texte marque une grave régression des droits sociaux des salariés et va à contrario des objectifs fixés par la « Grande Conférence sociale » et celle de la « lutte contre la pauvreté ». Il contient de multiples dispositions pour faciliter les licenciements et accentuer la flexibilité.

Le chantage à l'emploi est généralisé par des accords permettant la baisse des salaires et l'augmentation du temps de travail, ce sont les accords de « compétitivité/emploi » voulus par Nicolas SARKOZY. La thèse du MEDEF est le principal fil conducteur de cet accord : « les licenciements d'aujourd'hui feront les emplois de demain ».

Il serait inconcevable que la majorité parlementaire et le Gouvernement, issus des élections de mai 2012, entérinent dans la loi les reculs sociaux dictés par le MEDEF. Le Gouvernement, qui se dit attaché au Dialogue social, doit prendre en compte le rejet de cet accord par les syndicats représentant bien plus de salariés que les syndicats potentiellement signataires. La CGT attend du gouvernement un projet de loi d'une toute autre nature, qui protège les salariés contre les licenciements et la précarité.

La CGT va amplifier sa campagne d'information par l'édition d'un journal tiré à deux millions d'exemplaires à destination des salariés pour favoriser leur mobilisation dans les semaines à venir.

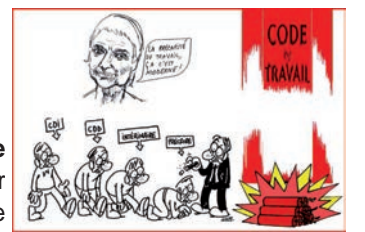
La partie n'est pas finie !

L'alternative à l'austérité, c'est possible

Pierre Laurent, CN du 16 janvier 2013 : « L'accord MEDEF-CFDT est inacceptable pour une majorité de gauche. Le travail de décryptage de l'accord ne fait que commencer et va faire éclater la vérité sur les graves récessions qu'il contient. L'argument du respect de la démocratie sociale ne tient pas : quels que soient les résultats des élections syndicales retenues, le total des deux syndicats non signataires, CGT et FO, est supérieur à celui des trois organisations signataires dont l'une au moins est de surcroît assurée de ne plus figurer, dans quelques mois, parmi les organisations syndicales représentatives habilitées à signer un tel accord.

S'aligner sur un tel accord, ce serait tourner le dos aux salariés qui ont permis de battre Sarkozy au printemps dernier et offrir au MEDEF une victoire qu'il n'aurait jamais espéré 8 mois après la défaite de leur allié UMP. »

Pour André Chassaigne, le président du groupe PCF, Front de gauche à l'Assemblée nationale, « Cet accord ne règle pas le problème des suppressions d'emplois massives et des fermetures de sites. Son contenu se situe dans l'adaptation aux exigences du patronat. En cas de licenciement, les procédures de recours devant la justice seront atténuées. Il faut étendre les pouvoirs des salariés, leur donner la possibilité réelle de faire valoir des propositions en cas de menace sur l'emploi. » Les parlementaires du PCF et du FDG ne laisseront pas transcrire dans la loi une telle régression sociale. Ils interpellent les parlementaires socialistes et écologistes chez qui cet accord est loin de faire l'unanimité ?



Alcatel : salariés mobilisés pour l'emploi

Le groupe compte supprimer 1353 postes en France, dont 119 à Orvault. Les agents du site orvaltais s'insurgent, car leur site est le plus touché, avec 23% de postes menacés, alors que la moyenne ailleurs est de 16%. Et en recherche et développement, ce sont 93 postes, soit 30% de l'effectif. Aussi étaient-ils dans l'action intersyndicale, dès la venue de leur PDG à la mi janvier.



Un fond d'aide bien démuni !

Patrick Le Hyaric, Député GUE/NGL, a interpellé la commission sur le "Fonds européen d'aide aux plus démunis"(FEAD), censé remplacer le "Programme européen d'aide aux plus démunis" (PEAD). Mais alors que la pauvreté augmente considérablement dans l'Union européenne, il ne sera doté que d'un peu plus de 350 millions par an sur 2014-2020, contre 440 pour le PEAD actuel.

Dans ce contexte, comment la Commission compte-t-elle assurer l'objectif de l'Union de réduction de 20 % de la pauvreté d'ici 2020 ?

Le social au cœur

5

Navale : Ré-ouvrir 1 avenir durable

Lancement de l'appel pour la Navale le 03/12/12



Dans leur publication, « En avant toute », les communistes salariés des chantiers navals se déclarent résolument engagés dans la lutte pour l'avenir des chantiers, et saluent la commande du paquebot **OASIS générant 10 millions d'heures de travail.**

Certes il s'agit d'un bateau exceptionnel, mais parmi les annonces, mesurons qu'une sous-station pour champ éolien, c'est 150 000 heures, 80 emplois temps pleins, et une éventuelle commande de 80 jackets pour AREVA (600 à 400 emplois). C'est dire que les investissements annoncés pour l'éolien ne doivent pas compromettre la capacité à construire des bateaux.

C'est dire l'importance d'**augmenter les ambitions des actionnaires et pouvoirs publics** en matière d'industrie navale. Beaucoup de commandes sont à gagner pour sortir au plus vite et sur le long terme, tous les salariés des chantiers du chômage partiel et faire cesser l'hémorragie de l'emploi chez les sous-traitants. Plus encore, il reste à faire pour sortir du tout paquebot et du 1,5 équivalent paquebot/an comme ambition stratégique évoquée par STX France. Sa direction a d'ailleurs expliqué que la commande d'Oasis devait d'abord servir à remettre les chantiers en situation de produire d'autres types de navires.

Maintenant, aux actes !

STX est retenu pour l'appel d'offre final **des ferries de la SNCM**

Par ailleurs, de nombreux fonds publics, notamment régionaux, ont été consacrés ces deux dernières années à permettre à STX de travailler sur la motorisation et le design de ferries nouvelle génération. Les pouvoirs publics doivent intégrer ces dimensions dans leur décision pour assurer au pays un **légitime retour sur investissement.**

Tout ne dépend donc pas de STX ! Mais ce qui dépend de STX, c'est-à-dire la qualité de l'offre, doit être le plus parfait possible. Et cela renvoie autant aux moyens que la direction donnera aux équipes qu'à l'amélioration de la politique sociale qu'elle concèdera durablement à l'ensemble du personnel. En l'occurrence, entre des chantiers coréens, allemands et français, **ce n'est pas le coût du travail qui fera la différence.** Ce qui sera vital, c'est la capacité des chantiers à travailler à la fois sur le paquebot et sur deux ferries par an selon l'exigence prévisionnelle de la SNCM.

Les communistes invitent donc les salariés des chantiers et la population du bassin à se mobiliser sur ces deux aspects : la qualité de la réponse à l'appel d'offre de la SNCM et la responsabilisation des décideurs politiques face aux enjeux.

Ainsi, après avoir fêter la commande du « père Noël », les salariés des chantiers et la population nazairienne pourront alors fêter aussi le retour du printemps !

aux côtés de chantiers coréen et allemand. Ayons en tête l'exemple récent du futur câblier de France Télécoms qui ne sera pas construit en France ! Dans cette affaire, l'Etat stratège a fait faillite en étant à la fois actionnaire de STX et de France Télécom !

Il serait évidemment scandaleux que la SNCM ne puisse concrétiser jusqu'au bout son appel d'offre, si les décideurs lui refusaient la délégation de service public au profit d'une entreprise lowcost italienne.

En bref

Elections CA SNCF

Le 05 février, les cheminots de l'EPIC SNCF et de certaines filiales du groupe éliront leurs 6 administrateurs salariés. Le 24 janvier à Nantes, la CGT-Cheminots de Nantes organisait un débat avec Véronique Martin, candidate CGT, et Loïg Garrec, secrétaire général du syndicat. L'occasion, dans un contexte de réforme ferroviaire pour le moins incohérente, et après la signature de syndicats réformistes sur la « sécurisation » de l'emploi, de souligner l'importance de ce vote pour l'avenir.

Renault, PSA : cause commune

Le 23 janvier, 250 ouvriers de PSA Aulnay ont rejoint les ouvriers de Renault Flins qui débrayaient ce jour-là contre les attaques de leur direction. À Renault, un accord dit de compétitivité prévoit 8260 suppressions d'emplois et 760 embauches hypothétiques, après avoir imposé une hausse du temps de travail sans augmentation de salaire. Le PDG Carlos Ghosn, s'est lui augmenté de 38% l'an passé et a touché 13,3 millions d'euros... À PSA, la direction annonce 11 200 suppressions d'emplois et ensuite prévoit d'imposer le même type d'accord de compétitivité pour aggraver les conditions de travail de ceux qui restent.



Ecole : Pourquoi précipiter ?

Selon le **groupe CRC au sénat** s'adressant au Ministre Peillon le 25 janvier, la réforme des rythmes scolaires va déstabiliser l'école et aggraver les inégalités territoriales face au service public de l'éducation nationale. Ce débat a perdu de vue sa visée éducative pour se trouver arbitré et enfermé à l'aune des capacités financières des communes qui ont la charge de sa mise en œuvre.

Et les sénateurs communistes de relever que cette réforme fait l'objet d'oppositions chez les Maires, mais également chez les professionnels : grève des enseignants du primaire, rejet des instances consultatives. C'est ce qui motivait la **conférence de presse unitaire CGT-FO-FSU de Loire-Atlantique**, le 25 janvier. Les responsables syndicaux y ont démontré que les seuls rythmes scolaires ne sont pas l'alpha et l'oméga de la refondation de l'école. Ils contestent d'ailleurs la justification du mercredi matin par la chronobiologie, et constatent que les 36 matinées supplémentaires et l'augmentation de la pause méridienne n'allègeront pas pour autant **les journées des enfants.** Ils seront même encore plus fatigués.

Si l'on veut refonder l'école, il faut revoir d'abord les programmes alourdis par Darcos. Cette réforme est mauvaise, et de plus, faite dans la précipitation. La concertation avec les enseignants s'est limitée à une possibilité de s'exprimer via internet ! Leur demande d'une journée de concertation n'a pas été entendue. C'est pourquoi ils étaient en grève le 22 janvier, avec des rassemblements importants à Paris, Lyon ou St-Brieuc. C'est pourquoi, **le 31 janvier**, jour d'action de toute la fonction publique, la FSU fera une intervention spécifique auprès de la Préfecture. **Les 3 syndicats travaillent à une mobilisation** spécifique dans les prochaines semaines.

droitdevote2014.org

Le suffrage universel en France est une longue conquête. En 1793 : le principe. Après la Révolution de 1848 : mise en œuvre pour les hommes. 1944 : enfin pour les femmes ! 1974 : l'âge du droit de vote abaissé à 18 ans. En 1998, les étrangers des pays de l'UE résidant en France ont droit de vote et d'éligibilité pour les élections municipales et européennes.

L'Assemblée nationale en mai 2000, puis le Sénat (décembre 2011) votent une proposition de loi accordant le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les étrangers extracommunautaires, qui résident légalement sur le territoire depuis cinq ans au moins.

Il reste à mettre en œuvre la révision constitutionnelle nécessaire. De nombreux responsables politiques de gauche, et aussi du centre et de droite, y sont favorables et le 1er Ministre a promis qu'il y aurait un projet de loi en 2013. Mobilisons largement pour que les promesses faites depuis plus de trente ans, approuvées par les électeurs(trices) à au moins 4 reprises depuis 1981, soient tenues.

Pour leur mise en œuvre dès les élections municipales de 2014, signez et faites signer la pétition : www.droitdevote2014.org à l'appel de nombreux partis syndicats et associations, dont le PCF, et l'ANECR.



La LRU est passée par là !

Dès fin décembre, Jeunes et Etudiants Communistes alertaient sur la situation financière désastreuse de l'Université de Nantes, amenée à demander à l'Etat une augmentation de 12,5 millions, alors que celui-ci ne compte verser que 4,6 millions d'euros. Car la loi LRU s'est traduite par des transferts de l'Etat vers les universités sans compensation. Dès 2012, 10 universités sur 80 présentaient un budget en déficit et les prévisions pour 2013 sont de 50%...

Cette situation se répercute sur le quotidien des étudiants. Des cours ne sont plus assurés faute de pouvoir payer des professeurs et des matières sont regroupées lors des examens pour diminuer le nombre de copies à corriger. Et le droit d'entrée pour les salariés en formation continue a explosé, passant de 250 à 2000 euros !

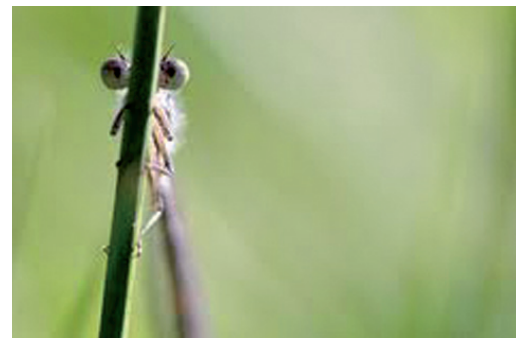
« Le peuple de l'herbe » une exposition de photos sur les insectes.

La Maison de l'Erdre sur l'île de Versailles accueille, à partir du 30 janvier et jusqu'au 25 mars, une exposition «Le peuple de l'herbe » de Sébastien Multeau. Photographe indépendant, passionné d'entomologie, amoureux des grands espaces, de la nature et de la biodiversité, il aime particulièrement se ressourcer dans les friches de nos régions.

Visite grand public dans l'univers des insectes :

Cette exposition invite à découvrir les fascinants habitants de nos jardins, de nos prairies et de nos marais...et à explorer la terre à l'échelle du centimètre. Les insectes sont partout !

Du mercredi 30 janvier et jusqu'au lundi 25 mars. Maison de l'Erdre, lundi, jeudi, et vendredi de 13 h 30 à 18 h 15; mercredi, samedi, dimanche et jours fériés de 9 h 30 à 12 h 15 et de 14 h 15 à 18 h 15.



Culture, idées

6

Rendez-vous

L'Huma café

« La Poésie est d'utilité publique », elle fait même irruption dans la réflexion citoyenne de l'Huma-Café® et vous donne rendez-vous :

Vendredi 1er Février 2013 à 18h,
au Salon de Musique du Lieu Unique



avec **Francis COMBES**
Poète, auteur, éditeur
Directeur de la BIENNALE
INTERNATIONALE DES POETES
en Val de Marne

« De quelle humanité nous parle
la poésie d'aujourd'hui ? »
ou, pour suivre Rimbaud,
« la magique étude du bonheur... »

« La poésie [...] naît de l'usage que les peuples font de leur langue. Elle ne vit que parce qu'elle est mise en commun. Écrire un poème, comme chanter, peindre ou cuisiner est une façon de partager son plaisir [...] la poésie est une fabrique de bonheur, un transformateur électrique qui convertit nos sentiments et nos idées en énergie. Elle est une façon d'être de plain pied dans le réel, sans s'accommoder de l'état des choses. Elle est à la fois la conscience et l'utopie du monde. Parole intime, elle est d'utilité publique. » F. Combes

Francis Combes a été l'un des responsables de la revue Europe et, de 1981 à 1992, directeur littéraire des éditions Messidor.

En 1993, avec un collectif d'écrivains, il a fondé les éditions Le Temps des Cerises, dont il est le directeur.

Engagé dans la défense de l'édition indépendante, il est l'un des fondateurs de l'Association L'Autre Livre dont il assume actuellement la présidence.

Poète, il a publié une quinzaine de recueils. Ainsi que des anthologies et quelques ouvrages de proses.

Le grand retournement. FILM de Gérard Mordillat

Synopsis : C'est la crise, la bourse dégringole, les banques sont au bord de la faillite, le crédit est mort, l'économie se meurt... Pour sauver leurs mises les banquiers font appel à l'Etat. L'Etat haï est soudain sauveur ! Les citoyens paieront pour que le système perdure, que les riches restent riches, les pauvres pauvres.

Adapté de la pièce de Frédéric Lordon (membre des Economistes atterrés), cette histoire d'aujourd'hui est tragique comme du Racine, et comique comme du Molière, car pour son entrée en littérature, l'économiste se donne la bécotille d'écrire en alexandrins classiques.

Quand Gérard Mordillat lit le livret de la pièce, « D'un retournement l'autre », il appelle immédiatement Lordon pour lui demander de lui réserver les droits. Il trouve le texte « brillant, très drôle et très fin. Il n'y avait que lui pour en faire un film ! ».

Le réalisateur dont l'écriture avance entre livres et films commence par faire éclater le texte pour répartir les répliques entre les rôles et définir le caractère des personnages. Il fait venir une brochette d'acteurs en jouant plus sur les ressorts de l'amitié que sur ceux de l'incitation financière (Ce fait mérite aussi d'être mentionné à l'heure où d'autres s'exilent en Russie pour payer moins d'impôt !). Ensuite autour d'une table avec les comédiens, dès la première lecture, Jacques Weber suggère de « faire du Rostand ».

C'est à dire non seulement de répartir les répliques, mais de ne pas hésiter à donner trois mots d'un vers à l'un, trois à l'autre et six au dernier. Ce qui souligne immédiatement l'humour du texte. Il fallait faire des coupes car le texte intégral aurait été trop long. Enfin il y eut le cas François Morel, tellement prodigieux dans le rôle du premier conseiller que des répliques ont été réécrites spécialement à son attention.

Tout a été fait avec l'accord de Lordon qui n'a pas manqué de venir sur le tournage, saisissant sa première occasion de mettre les pieds sur un plateau. L'usine Babcock d'Aubervilliers, friche industrielle à l'abandon, renvoie à la des-



truction absolue provoquée par la crise financière et bancaire. C'est un décor de désolation: le chaos du monde sur le point de faire ruine. C'est que le « retournement » est aussi un effondrement.

Pour figurer cet « avant » de la ruine, Mordillat insère quelques images d'archives. « Ce sont peu de plans mais ils nous ancrent de façon certaine dans le réel, dans le ici et maintenant. Le film n'est pas un conte philosophique ni un exercice de style, c'est un essai critique très radical sur le fonctionnement du capitalisme, sur ses dérives, sur les catastrophes que provoque la quête éperdue du profit. C'est du réel, du contemporain, presque du documentaire, d'où l'appel aux archives ».

Le livre est paru en Mai 2011. Entre temps, la situation politique a changé. Mais pour Gérard Mordillat, « la force de l'analyse de Frédéric Lordon, c'est qu'elle traverse le temps. La critique que l'on peut faire aujourd'hui des institutions bancaires, de la Banque Centrale Européenne, de l'asservissement du politique à l'économie est tout aussi fondée qu'elle l'était il y a trois ans. La question qui se pose, et qui se posera à ceux qui verront le film en 2013 : comment se fait-il qu'un gouvernement socialiste élu par une majorité populaire poursuive une politique économique et financière au détriment absolu des intérêts de ses électeurs ? ».

Pour Frédéric Lordon « cette crise de magnitude historique a réarmé la critique et l'a diffusée dans tous les secteurs de la création : pas seulement les sciences sociales ou la philosophie, mais également les documentaires, la littérature, les arts plastiques, le cinéma, le théâtre, la BD même. La réjouissante nouveauté, c'est que les arts parlent de nouveau du monde, je veux dire du monde historique ».

En exclusivité sur Nantes au CONCORDE :

Programmé dès le mercredi 23 Janvier.

Gérard Mordillat sera présent à la séance du vendredi 8 Février. Renseignement sur le site : www.concorde.fr

Aristide Briand : La controverse

La presse régionale s'est faite l'écho de la controverse opposant l'historien Jean Guiffan au président du Conseil général, Philippe Grosvalet, quant à l'exposition consacrée à « l'apôtre de la paix » à l'hôtel du département. Le premier considère que l'action répressive d'Aristide Briand a été trop gommée dans l'exposition et d'envoyer au président du département un dessin signé Jules Grandjouan, le célèbre affichiste politique nantais, pour illustrer ses propos critiques. Le féroce rayon de Grandjouan, contemporain de Briand, a d'ailleurs souvent égratigné celui qui, après avoir été un fervent défenseur de la grève générale fut à onze reprises, président du conseil. En témoigne cette affiche de 1908 illustrant la féroce répression de la grève de Villeneuve-Saint-Georges. Le 30 juillet 1908, Clémenceau étant chef du gouverne-

ment - Briand n'était alors que ministre de l'instruction publique - lors d'une manifestation des ouvriers carriers rejoints par les terrassiers, maçons et charpentiers, la police épaulée par les dragons, réprime féroce le mouvement tuant plusieurs grévistes. Après la manifestation, Clémenceau, que l'on appela alors le 1^{er} flic de France, fit arrêter 31 dirigeants de la CGT dont son secrétaire général, Victor Griffuelhes. Grandjouan dénonce dans cette affiche la politique de la III^{ème} République et la complicité du nantais Briand, que l'on distingue sur l'affiche au centre, ceint d'un manteau d'hermine, auquel il attribue ses paroles : « Aller à la bataille avec des piques, des pioches, des pistolets, des fusils : loin de vous désapprouver, je me ferai un devoir, le cas échéant, de prendre ma place dans vos rangs !!! ».



400 millions. Une enveloppe de 400 millions d'euros va être consacrée en 2013 au financement du renouvellement du parc de trains Corail, ou Intercités, a annoncé, le 11 janvier 2013, le ministre des Transports, Frédéric Cuvillier, lors du premier Comité stratégique de la filière ferroviaire, à Petite-Forêt (Nord).

La signature des actes portant création de la Société de financement local (SFIL) le 23 janvier 2013 au ministère des Finances marque le point de départ d'une nouvelle banque publique des collectivités dont les activités ont de fait déjà été lancées par la Banque postale. Après plus d'un an de négociation et de préparation, le lancement de la nouvelle activité de prêts au secteur public local a donc pris un tour plus officiel, près d'un mois après l'accord de la Commission européenne sur le plan de résolution de Dexia.

Au cœur des collectivités

7

« L'avenir industriel de Saint-Nazaire ne passera pas par l'austérité »

Aymeric Seassau - Conseiller Régional des Pays de la Loire en charge du bassin d'emploi de St-Nazaire



Lundi 21 Janvier, tu as participé en tant que conseiller régional au lancement en présence du premier ministre des travaux d'installation de l'usine Alstom avant de te rendre à la mobilisation des salariés de STX à l'appel de la CGT, quelle analyse portes-tu sur cette journée ?

mission de service public de liaison avec la Corse. A la bonne heure ! La mobilisation du syndicat CGT, des communistes dans les campagnes électorales du Front de Gauche et dans toutes les institutions aura porté. Mais il faut aller plus loin : Il est impensable que cette commande puisse être construite ailleurs qu'à Saint-Nazaire. Comment expliquer que France Telecom ait récemment commandé un navire cablier en Norvège ?

Comment expliquer qu'après la prise de commande du paquebot Oasis atteignant probablement le milliard d'euros, la direction de STX indique aux salariés qu'il faudra faire des efforts sur le coût du travail ?

Comment expliquer les menaces sur l'emploi des sous traitants dès aujourd'hui, avec des licenciements programmés chez SMH et aucune certitude que les entreprises et salariés du bassin d'emplois puissent travailler sur l'Oasis si STX poursuit sa politique de réduction des coûts à tout prix, économiques, écologiques, et bien sur sociaux.

Les salariés ont raison de rester mobilisés, ils peuvent compter sur le soutien des communistes et de leurs élus à tous les échelons institutionnels. La bataille pour l'avenir industriel du bassin d'emploi nazairien est devant nous, elle est porteuse d'espoir, nous pouvons gagner !

Il faudra pour cela engager une mobilisation d'ampleur pour obtenir la mise en œuvre des coopérations industrielles nationales nécessaires, la définition d'une politique industrielle pour la France s'appuyant sur des filières stratégiques parmi lesquelles la navale et la sidérurgie.

C'est tout le sens de la grande campagne du Front de Gauche contre l'austérité lancée à Metz. De Saint-Nazaire à Florange en passant par Basse-Indre, d'autres choix industriels sont nécessaires et nous allons mettre toute notre énergie à les rendre possibles !

L'objectif de l'importante délégation ministérielle conduite par le premier ministre consistait à affirmer le volontarisme du gouvernement en matière industrielle. Que retenir du discours de Jean-Marc Ayrault : Que la France a un avenir industriel... renforcé par le pacte de compétitivité et les accords de Wagram.

Avec 500 emplois directs et des centaines d'emplois induits pour la seule entreprise Alstom la structuration d'une filière industrielle sur les énergies marines renouvelable témoigne du fort potentiel du bassin d'emploi nazairien et du savoir faire de ses salariés. Une réalité confirmée par la prise de commande d'un paquebot géant pour le chantier STX. **Oui, l'industrie a de l'avenir à Saint-Nazaire, nous sommes d'accord !**

Mais l'heure n'est pas à l'autosatisfaction, encore moins à accélérer la fuite en avant libérale qui annonce les problèmes à venir. Pour la navale rien n'est fait. La commande nouvelle doit être un point d'appui important pour engager le chantier dans un avenir durable. Voilà que le ministre de l'économie et des finances annonce qu'il se bat pour la commande des cargos ferries SNCM, entreprise à capitaux publics assurant une

Démocratie et collectivités



L'ADECOR de Loire-Atlantique s'était investie dans le cycle de débats des assises des collectivités territoriales au cours de l'année 2012 organisées par le Sénat. Après ces rencontres des interrogations fortes demeurent sur l'acte III de la décentralisation voulu par le gouvernement. **La première d'entre elles porte sur la réforme du scrutin départemental** : il est proposé l'élection d'un binôme de candidats de sexe différent dans des cantons dont le nombre serait réduit de moitié (et donc avec un périmètre doublé). Les partis dominants, PS et UMP, auraient avec ce type de scrutin le plus de chance de voir élus d'un seul coup deux candidats. Certes, la parité serait respectée, mais il y aurait une autre façon de la mettre en place : la proportionnelle. **La deuxième modification proposée par la réforme va dans le bon sens. Elle concerne les élections municipales pour les petites communes** et prévoit l'abaissement à 1 000 habitants du seuil au-dessus duquel un scrutin de liste est requis. Les élus communistes sont favorables à cette disposition qui signifie une citoyenneté renforcée des habitants des petites communes. **La troisième disposition est celle qui établit l'élection des délégués communautaires au suffrage universel, par fléchage, au moment de l'élection municipale.** De nombreux élus ont exprimé leur réserve dans le contexte de l'orientation libérale d'effacement des communes, qui s'est accélérée avec la réforme territoriale de 2010 sous Nicolas Sarkozy. Ce sujet posant plus largement la question des transferts de compétence et de l'avenir des structures communales. Toutes ces questions centrales doivent pour les communistes être guidées par le souci du renforcement démocratique, sujet qui sera au cœur le 19 février, d'une rencontre organisée par l'ANECR à l'auditorium de l'hôtel de ville de Paris.

Transport Nantes Métropole

La dynamique d'investissement pour Nantes Métropole en termes d'amélioration des transports est importante déclaraient dernièrement les élus communistes de la Métropole.



Ceux-ci soulignaient à cette occasion que l'attractivité des transports passe aussi par leurs tarifs.

« Nous le savons bien la solution d'augmenter les tarifs, finira par atteindre ses limites. L'éventualité d'une nouvelle hausse de la TVA à 10%, se traduirait par une hausse des tarifs, faute d'autre choix budgétaires. Nous refusons que les tarifs appliqués aux usagers restent pour les collectivités le seul levier financier, surtout en cette période où le pouvoir d'achat de nos concitoyens baisse de plus de 1% chaque année ». L'acte III de la décentralisation est en pleine discussion, la question du mode de financement des transports publics doit ressurgir dans les débats insistent ils. Ainsi, la question du financement doit trouver de véritables pistes pour nos collectivités.

C'est pourquoi le groupe communiste renouvelle sa demande que les transports publics mais également les logements sociaux, soient classés comme des produits de première nécessité au même titre que les produits alimentaires, l'eau, l'énergie, chacun doit y avoir accès. Par cette mesure, un taux de TVA réduit à 5% leur serait alors appliqué. Par ailleurs, les élus communistes ont réaffirmé partager les objectifs qui définissent la politique de développement des transports de notre collectivité qui garde toujours à l'esprit la qualité du service rendu à la population et d'accessibilités à tous.

Près de chez vous

Logement social : la TVA à taux réduit, c'est maintenant !

C'est un appel au président de la République que lancent aujourd'hui plusieurs élus socialistes, écologistes et communistes dont Pierre Laurent, Marie-Noëlle Lienemann et Jean-Vincent Placé : **« Le logement social, un bien de première nécessité, doit retrouver, dès le début 2013, un taux de TVA réduit.** Il y a urgence sociale et urgence économique.

« La construction de logements dans notre pays connaît une chute importante. Cette situation est alarmante, car elle va accroître la crise du logement et le chômage, en particulier dans le secteur du bâtiment. La crise vient de loin. Le secteur de l'immobilier a été anormalement dopé pendant des années par la droite, à coup d'avantages fiscaux coûteux, destinés prioritairement aux propriétaires investisseurs, distribués sans contreparties réelles en termes de loyer. Le nombre de propriétaires occupants n'a quasiment pas évolué, tandis que la rente foncière d'une minorité s'est considérablement accrue, encourageant une hausse excessive des prix. Cette politique a aggravé les difficultés des Français. Décider d'instaurer un taux réduit de TVA pour le logement social (5,5% en 2013 et 5% en 2014) est une nécessité. Depuis plus de 20 ans, le financement des logements sociaux est structurellement assuré par des prêts de la Caisse des dépôts adossés au Livret A, ainsi que par ce taux réduit de TVA, qui vient en lieu et place d'un haut niveau de subvention d'État. Changer la donne constitue une fragilisation majeure, dont les premières victimes seront les millions de Français qui cherchent à se loger dignement dans des conditions financières acceptables » déclarent ils conjointement dans l'appel disponible sur elunet.fr

Rythmes scolaires : l'AMF demande à Vincent Peillon de reporter la date du 1^{er} mars

Selon le site Maire Info "alors que la Commission consultative d'évaluation des normes (CCEN) se réunit cet après-midi, convoquée en urgence, pour examiner le projet de décret sur la réforme des rythmes scolaires, l'Association des maires de France indique qu'elle vient de demander au ministre de l'Éducation nationale **le report de la date butoir fixée aux maires pour décider d'appliquer la réforme à la rentrée 2013 ou 2014, ainsi que la poursuite de la négociation**". L'AMF est saisie par de nombreux maires, présidents d'EPCI et présidents d'associations départementales de maires faisant part de leur inquiétude sur la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires dont les contours restent imprécis. « Ces inquiétudes sont accentuées par les délais imposés aux élus pour déterminer leur engagement dans la réforme. Déjà, il apparaissait que, faute de précisions suffisantes début janvier, les maires ne disposeraient pas d'un délai suffisant ... ».

Ouvrons-là

L'industrie dans le bassin nazairien

Par Nicolas CARREY



Les communistes, engagés au côté des salariés des chantiers pour l'avenir de la navale, saluent la commande de l'OASIS. Ce paquebot exceptionnel représente 10 millions d'heures de travail, une option pour un second pourrait doubler la mise. **Cette bouffée d'air pour notre industrie ne règle pas tout, il reste beaucoup à faire pour sortir tous les salariés du chômage partiel** et pour faire cesser l'hémorragie. STX est retenu pour les ferries de la SNCM face aux Coréens et aux Allemands. Des fonds publics, notamment régionaux, sont consacrés pour développer la motorisation et le design des ferries nouvelle génération et les chantiers se diversifient notamment avec l'éolien. **L'Etat doit amener STX, Total, GDF, SNCM, BAI à coopérer pour produire les méthaniers et pétroliers nouvelles générations.** La CGT, a développé une campagne sur la filière maritime et se bat de Brest à Marseille en passant par Lorient et Saint-Nazaire pour que ces navires commandés par la France y soient fabriqués. L'avenir des chantiers navals, c'est aussi l'avenir des tous les sous-traitants et des emplois générés par l'activité. L'industrie a de l'avenir et Airbus, ainsi que sa filiale Aéroliia sont un exemple. Leur plan de charge et leur carnet de commande augmentent depuis plusieurs années. **Pour autant la précarité y flambe, avec une sur utilisation de l'intérim et de la sous-traitance.** Aéroliia, c'est 738 salariés, 240 intérimaires et 300 sous-traitants, cette mise en concurrence des salariés, peut faire varier du simple au double les rémunérations pour un même travail. Avec un plan de charge de 8 ans, permettez-moi donc de leur faire un rappel au code du travail, l'intérim doit être utilisé dans le cas d'une surcharge ponctuelle de travail. Imposer la « flexisécurité » ne fera pas plier notre volonté de voir émerger une démocratie où la voix de chaque citoyen compte, ainsi que de véritables droits de propriété sur les moyens de productions.



Cérémonie du 70^{ème} anniversaire du procès des 42 et 16

De nombreuses cérémonies d'hommage à la résistance et aux résistants, organisées par le Comité départemental du souvenir des fusillés de Nantes et Châteaubriant vont se dérouler du 9 au 17 février :

Le Samedi 9 février : Hommage à Jean et Renée LOSQ à 14H30, place du même nom à Ste Luce-sur-Loire.

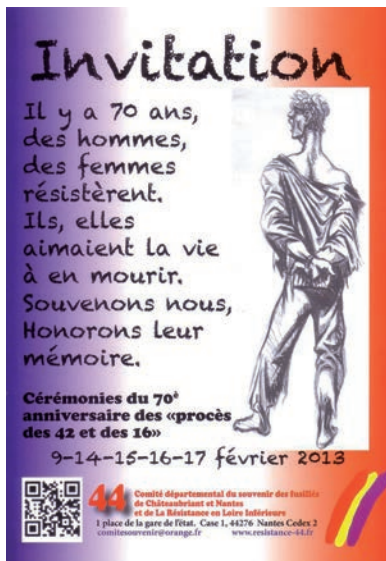
Le Jeudi 14 février : Hommage aux syndicalistes morts pour la France à la Maison des Syndicats de Nantes à 16H30.

Le Vendredi 15 février : Hommage à Claude MILLOT à 11H00 aux centre des impôts de Nantes.

Le Samedi 16 février : Cérémonie d'hommage aux fusillés du Bêle et inauguration des rues « Louis et Louise LE PAIH » à 10H30 au terrain du Bêle de Nantes.

Le Samedi 16 février : Hommage aux fusillés rezéens du « procès des 42 » au cimetière St-Paul de Rezé à 16H00.

Le Dimanche 17 février : Hommage aux républicains espagnols à 11 au cimetière de la Chapelle Basse-Mer.



L'écho des sections

Loire et Sèvre

Une bataille contre le projet de **fusion des 4 communautés de communes** du vignoble en une super intercommunalité est engagée. Un collectif s'est créé, il est composé par les formations du Front de gauche dont la section Loire et Sèvre du PCF, la CGT et des associations citoyennes. Une réunion publique tenue le 23 janvier dernier a rassemblé 50 personnes. Lors de cette réunion publique, il a été décidé d'adresser un courrier à tous les élus concernés pour leur demander de surseoir au vote des conseils municipaux prévus entre Mai et Juillet afin que ce projet soit mis en débat dans la population jusqu'aux élections municipales de 2014.

BANQUET DEPARTEMENTAL

**Vendredi 29 Mars
19H00
Salle de l'estuaire à Couëron**

Tous à nos agendas pour réserver cette soirée !

L'agenda

Jeudi 31 janvier : Journée de mobilisation de la fonction publique

Manifestations :

Nantes : 10H30 devant le CHU
St-Nazaire : 10H30 à la Fontaine République.

Congrès départemental

Salle de la carrière à St-Herblain

Vite lu...

Mouvement de la paix

L'organisation pacifiste condamne l'assassinat le 10 janvier, à Paris, des 3 militantes kurdes : Fidan LOAGAN, Sakin CANSIS et Sabine SOYLEMEZ. Le mouvement de la paix considère ces crimes comme un attentat contre la paix. Il souhaite que cet acte inhumain ne soit pas un obstacle à un règlement négocié du conflit qui oppose le gouvernement turc au parti des travailleurs kurdes. « **Les kurdes ont le droit de bénéficier d'une réelle autonomie, de parler de leur langue et de vivre leur culture millénaire** ». Enfin, l'organisation demande à l'Union européenne que le PKK (Parti des travailleurs kurdes) soit sorti de la liste des organisations terroristes.

ARAC

L'Association Républicaine des Anciens Combattants de Loire-Atlantique vient de tenir à Nantes sa réunion préparatoire à son congrès national. Raphaël VAHE, président national de l'association était présent et a assisté à l'élection du nouveau président départemental : Jean Claude SALOMON. Créée en 1917, à la fin de la première guerre mondiale, l'association à toujours consacré son activité à la **lutte contre le capitalisme, au fascisme, au racisme et au colonialisme.**

Nécrologie

Les communistes de Vertou ont la tristesse de faire part du décès de Marthe PILET, une amie et une fidèle adhérente de la Cellule Amédée Chassé du Parti Communiste Français pendant près de 40 ans. L'équipe des Nouvelles de Loire-Atlantique présente à la famille et aux proches de Marthe ses plus sincères condoléances.

« Nouvelles de Loire Atlantique »
Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0315 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Publihebdo Locminé
Responsable de la rédaction :

Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Yann VINCE
Mireille PERNOT
Robin SALECROIX
André MAURICE



Vendredi 1^{er} février : De 18H30 à 22H30.

Samedi 2 février : De 9H00 à 19H00

Dimanche 3 février : De 9H00 à 13H00.

Congrès national

Du 7 au 10 février à Aubervilliers

Samedi 9 février : Hommage à Jean et Renée LOSQ, place Jean et Renée LOSQ à Ste Luce-sur Loire.